

Moreau doit réduire son salaire

Mais le ministre Marcourt n'avance pas de chiffre

Un jour après son passage devant la Commission d'enquête Publifin, le ministre Jean-Claude Marcourt a voulu parler d'avenir. Même si l'affaire est loin d'être terminée, il veut rappeler que l'intercommunale doit poursuivre ses activités et que Stéphane Moreau peut encore diriger sa filiale Nethys, à certaines conditions.

Depuis presque quatre mois, le monde politique wallon est en pleine tourmente. Comment vivez-vous humainement ces événements ?

« De manière très douloureuse. Des choses inacceptables se sont déroulées. L'émotion de la population est forte et compréhensible. Un tsunami a emporté des gens proches des faits qui ont été pris dans la souricière. On a réagi le plus vite possible mais il est clair qu'il y a eu des défaillances et des brebis galeuses. »

Vous vous attendiez à des suites d'une telle ampleur ?

« Pas du tout. Je n'avais reçu aucun signe annonciateur, comme la plupart des hommes politiques d'un certain niveau. Les gens croient que je suis au courant de tout. Mais dans les faits, je suis plutôt un médecin de famille à qui on fait appel trop tard et à qui on demande de trouver des solutions. »

Qu'est-ce qui vous a choqué ?

« D'abord qu'on puisse percevoir de l'argent sans travailler. La ges-

tion des fameux comités de secteur a été déplorable et a abîmé

l'image de ceux qui veulent gérer la chose publique. Et ensuite le montant de certaines rémunérations. On doit endosser plus de responsabilités quand on travaille dans le secteur public. Tout en gardant à l'esprit qu'il faut aussi attirer les talents dans les secteurs concurrentiels. »

Stéphane Moreau peut-il rester à la tête de la SA Nethys ?

« Le monde a évolué, la population n'accepte plus de mélange des genres. Si on veut être le patron

d'une entreprise publique importante, il faut sortir du monde politique. »

Stéphane Moreau a fait le choix de ne plus être bourgmestre. Mais il reste tout de même conseiller communal ?

« On verra d'ici la fin de la législature mais il faudra éclaircir ce point. À l'inverse, il ne faut pas interdire à tous les gestionnaires de faire de la politique, sinon il n'y aura plus que des professionnels de la politique. »

Il peut donc rester et conserver son salaire de près d'un million par an ?

« Il peut rester mais le montant est excessif. »

Vous voulez lui imposer les 300.000 euros comme les patrons des OIP (Organismes

d'Intérêt Public) ?

« Il faudra trouver un montant

adéquat. Cela paraîtra toujours excessif mais un montant adéquat » (il ne cite pas de chiffres).

L'arrivée de François Fornieri et la promotion de Pierre Meyers au poste de président de Nethys. Un signe de dépolitisation ou de privatisation ?

« Ni l'un ni l'autre. Nethys reste avec un actionnariat 100 % public. Pierre Meyers était déjà administrateur et François Fornieri remplace le troisième administrateur indépendant, Diego Aquilina, qui ne l'était plus puisque l'assureur l'Intégrale est entré dans le giron de Nethys. »

Que faut-il faire dans l'immédiat pour Publifin-Nethys ?

« L'entreprise a vécu un traumatisme important. Les 3.000 employés et leurs familles ont été profondément perturbés. Ils avaient déjà vécu de profonds changements en à peine 10 ans avec l'intégration de l'électricité, du gaz et du câble. Et ils ont besoin aujourd'hui de stabilité. »

Comment allez-vous faire pour rétablir la stabilité ?

« On vit une période transitoire entre le début de l'affaire et la fin de la commission d'enquête prévue en juin. La Région wallonne a commandé un audit pour réfléchir à l'avenir des deux structures. Attendons ces deux résultats. Mais n'oublions jamais que c'est la société qui a créé le plus d'emplois en région liégeoise durant ces 20 dernières années. »

LUC GOCHÉL

L'avenir du PS

« Mon avenir est lié à celui du PS »

Les derniers sondages sont catastrophiques pour le PS.

« Un sondage, c'est une photogra-

phie, un signal. À nous d'être meilleurs et de leur donner tort. »

Comment les interprétez-vous ?

« C'est un vote protestataire sur l'insatisfaction des gens au monde. Un monde que le citoyen ne comprend plus et auquel il n'adhère plus. Et je le comprends. C'est pareil aux États-Unis, en France, en Hongrie... C'est le sentiment du règne de l'argent-roi. »

C'est un peu le sentiment donné aussi par l'affaire Publi-fin... ?

« C'est vrai, même si personne ne remet en cause les salaires extravagants des footballeurs par exemple. »

Oui mais ici, c'est au PS ?

« Le PS est un parti qui protège les faibles et qui doit être plus irréprochable que les autres. Nous devons être plus exigeants sur l'utilisation des deniers publics. »

Certains partis y arrivent pourtant mieux que vous, comme le PTB ?

« Nous évoluons dans une société clivante où les extrêmes viennent avec des solutions simplistes à des problèmes complexes. Le discours nuancé a perdu de sa capacité de séduction. Aujourd'hui, il faut être plus clair, plus tranchant. »

Seriez-vous tenté de dire que le PTB est notre FN à nous les Wallons ?

« Les contenus sont radicalement différents, quoique... Mais la structure du discours est la même. C'est toujours : « Nous, nous sommes les gens de la base et eux, ce sont les élites. »

Vous sentez-vous plus proche du PTB que du FN ?

« Je n'ai jamais été marxiste-

léniniste et je ne veux pas comparer les valeurs de l'extrême-gauche et de l'extrême-droite. Je vois les nuances bien sûr mais je n'oublie pas que Staline et Mao ont décimé toute une partie de leur population. »

Du fameux groupe des Cinq qui gérait le PS liégeois, vous êtes aujourd'hui tout seul ?

« Il y a une bonne partie de fantasmes là-dessus. Disons qu'il y a eu beaucoup de contacts du temps de Michel Daerden. Mais moi je suis transcourant. Je m'entends aussi bien avec Frédéric Daerden et Jean-Pascal Labille. »

Vous êtes désormais le vrai patron au PS de Liège, non ?

« Il y a tellement de talents dans cette fédération qu'on peut être plusieurs à l'animer. »

Parmi les quatre candidats à la présidence du PS liégeois, quel est votre favori ?

« J'ai une conviction forte mais je ne vais pas vous le dire. Je vais tous les écouter et je pense que les militants doivent faire de même sans que je n'interfère dans les débats. »

Que va faire Jean-Claude Marcourt en 2018 ?

« Je serai candidat sur les listes régionales. Mais je veux aussi aider mon parti à retrouver ses couleurs et mon avenir dépendra de cette capacité. »

Et si le PS est entraîné dans une trop grosse chute, vous en tirerez les conclusions ?

« La question est ouverte... »

Et n'est donc pas du tout tranchée. ●

« Je suis contre une entrée en bourse »

Enfin, est-ce une bonne idée que le monde politique participe également au monde des affaires ?

« Je crois en l'initiative publique locale. Depuis toujours, la Socolie, l'ALE, l'ALG à Liège ont été en croissance et ont apporté des dividendes à leurs actionnaires publics, sans jamais leur demander de remettre de l'argent. »

Oui mais elles auraient pu aussi diminuer les tarifs aux consommateurs ?

« Je rappelle que les tarifs sont définis par le régulateur fédéral (la Creg) et régional (la Cwape). Ce n'est pas Resa qui fixe ses tarifs et qui sont, par ailleurs, parmi les plus bas de Wallonie. »

Nethys ne devrait-il pas se recentrer sur ses activités de base ?

« Je rappelle qu'en 2006, c'est parce que certaines intercommunales wallonnes voulaient revendre leur câble que l'ALE-Téléds a emprunté pour leur racheter. Sinon les Flamands de Télénet étaient acheteurs. Quand j'en-

tends dire que Nethys est trop liégeois, s'ils avaient apporté leur réseau dans la corbeille au lieu de le vendre, on n'en serait pas là. »

Et l'achat de Vers l'Avenir ? De Nice-Matin ? De la Provence ?

« Le câble, c'est aussi du contenu. Tout le monde le fait, Rossel en France, le Persgroup aux Pays-Bas. Avec l'évolution des technologies, si on ne fait rien, on fait du surplace. La Wallonie est trop petite que pour amortir les investissements dans le monde digital. »

Et l'éolien en mer du Nord ?

« L'intercommunale a toujours produit de l'électricité et elle manquait d'énergie renouvelable dans son portefeuille. »

Oui mais investir en Flandre ?

« Le plateau continental de la mer du Nord appartient à la Belgique, pas à la Flandre. »

Et au Nord-Kivu ?

« Je ne connais pas suffisamment le dossier. »

Une intercommunale est-elle encore adaptée à faire tout ça ?

« La croissance a été trop rapide et

le costume n'est plus adapté. Il y a une inadéquation entre le business plan et les organes de décision. Il faut des adaptations mais pas question de dépecer Nethys. »

Oui mais comment ?

« L'outil n'existe pas encore, il est à créer pour des intercommunales qui évoluent dans des secteurs concurrentiels. »

Vous aviez récemment évoqué une entrée en bourse ?

« Non, je suis contre une entrée en bourse. Mais pour répondre aux critiques de manque de transparence, on pourrait appliquer à Nethys les mêmes standards de transparence et de reportings qui sont appliqués à des sociétés cotées en bourse par exemple. »

●
L.G.

Le chiffre

3.000

C'est la somme fictive en euros qui reviendrait à chaque habitant de la Province de Liège si jamais on pouvait vendre le groupe Publifin-Nethys.

En effet, la Province de Liège et les 76 communes liégeoises possèdent la quasi-totalité des actions de ce groupe qui est évalué à 3 milliards d'euros.

Si on divise cette somme par le nombre d'habitants de la Province (à savoir un million), cela reviendrait à dire que chaque Liégeois est plus riche de 3.000 euros. Mais ce scénario n'est évidemment pas possible...